

Introduction pa Marion Aubert :

Rappel des outils collaboratifs mis en place par l'ANDEV ([ici](#) et [là](#)) et ressources sur le site de l'ANDEV + [synthèse](#) de ces outils
[Veille](#) permanente et actualisée

Importance de la mise en commun des ressources et des outils. Appel aux participants pour qu'ils les transmettent s'ils le souhaitent

Marion informe les participants de la possibilité [d'adhérer](#) en ligne .

| | |
|--|---|
| <p><u>Point d'actualité et informations institutionnelles EN/CNAF/ Cités éducatives</u></p> | <p>Synthèse par Thierry VASSE et liens vers les docs présentés</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Masques : dotation pour les enseignants par le MENJ 2. Taux d'encadrement : 1 pour 5 enfants de moins de 6 ans et pour 10 max au-delà, idem temps scolaire ou péri et extra scolaire. Adaptation locale possible par l'ARS Exclusion possible des enfants qui ne respectent pas les gestes barrières. 3. Cités éducatives : rappel de l'obligation de signature dans les meilleurs délais (V. Léna) pour que soientt débloquer les crédits en préfecture. 4. Instruction à domicile : Reports des rendez-vous avec les familles. Ce sont les DSDEN qui prennent en charge l'information aux familles concernées. |
| <p><u>Participation des partenaires de l'ANDEV à cette visioconférence :</u></p> | <p>Pascal Bouchard TOUT'EDUC / Florence Masson et Laurent Thoviste (Acteurs vie scolaire) / Emmanuel Cartoux CNFPT</p> |
| <p><u>Réactions et questionnements :</u></p> | |

Les masques MENJ sont en cours de distribution, ce qui peut être perturbé par la période de vacances scolaires. Certains participants évoquent les quantités dérisoires remises sur site.

Encadrement et adaptation territoriale : en attente de réponse de la DJEPVA (Mathias Lamarque), à compléter des questions sur les séjours d'été.

Intervention auprès de la CNAF pour connaître leur position sur le maintien de la PSO malgré la baisse de l'activité. En attente de réponse dans les meilleurs délais.

Chennevières : si gratuité pour les soignants, le soutien de la CNAF serait dérogatoire puisque le principe est la participation même minime des familles.

Nanterre et Clermont Ferrand : Préparation pour les séjours d'été? instruction ministérielle sur des annulations? Il semble que les séjours itinérants et internationaux seront supprimés. Les organismes semblent vouloir s'organiser en déployant leurs séjours sur le territoire français. Ils évoquent le déplacement des séjours aux vacances d'automne, mais cela semble difficile. Consignes pour les transports d'enfants? (Gennevilliers). Limiter aux séjours nationaux (Tremblay), réduction du périmètre à moins de 50km, uniquement en France, décalage des inscriptions pour les familles fin avril.

Reprise de l'école : JM Blanquer évoque "courant mai" même si les services du MENJ restent dans un scénario de reprise le 4 mai.

Cités éducatives : insatisfaction de certaines villes car écarts dans les attributions des fonds et évocation que les crédits puissent être fléchés pour combler le déficit en personnels de santé (médecins, infirmières scolaires, psychologues, nutritionniste...) dans les écoles et sur le territoire pour palier aux traumatismes et carences provoqués par le confinement.

Création d'un Outil partagé:

- J de Carlos va mettre en place un outil permettant de recenser l'état de mise en oeuvre du dispositif "cités éducatives" à renseigner par chacune des Villes concernées.

- Recensement des démarches innovantes en termes de continuité éducative en complément de l'outil disponible sur le site de l'ANDEV

Témoignage de Dominique Montet, ville d'Ivry-94 (60 000 h, 6 000 scolaires) sur les mesures prises pour les publics les plus fragiles

Sur ce territoire, se trouvait le plus grand bidonville d'Ile de France avec une importante communauté de Roms, dans une très grande précarité et également un centre d'hébergement d'urgence. Mais aussi historiquement un important réseau de bénévoles très volontaires.

Dès l'annonce de confinement, recensement des familles "de soignants" par contact téléphonique par les services de la ville en direct pour identifier au plus juste le nombre de structures d'accueil. Sur 180 recensés, 30 enfants accueillis quotidiennement en réalité.

Lien permanent avec l'EN pour la transmission des cours aux familles en relation avec les directions d'école.

La question des familles les plus éloignées, sans équipement numérique. Plateforme EN/ La poste : envoi avec lettre T pour les familles non équipées et utilisation des locaux scolaires sur RV pour photocopies et rencontres éventuelles avec enseignants.

Croisement de données EN et Mairie pour actualiser les coordonnées des familles.

Pour les agents de la Ville, afin de prendre en compte leur anxiété du fait du contact avec les enfants, une possibilité d'échange par téléphone avec un psychologue a été mis en place.

Bidonvilles et familles en grande précarité : transformation du garage municipal en plateforme alimentaire avec CCAS, maisons de quartier pour livraison de 700 repas/jour. Portage repas, aide aux courses...très important réseau de bénévoles qui permet de maintenir le lien avec les familles qui ont des enfants scolarisés. Histoires racontées aux enfants en fin d'après midi, par

téléphone, via le réseau des médiathèques. Propositions d'activités sportives par les associations sportives en respectant les gestes barrières. Musique sur facebook proposé par l'école de musique.

Tous les acteurs (bénévoles y compris) sont en grande vigilance pour prévenir des conditions de fragilité pour des familles en grande difficulté sociale confinées dans des conditions difficiles.

EHPAD : des agents techniques de la ville se sont portés volontaires pour une aide à la préparation et distribution des repas et échanges avec les personnes âgées.

Saint-Herblain (44) a constitué des malles mises à disposition des CEMEA pour conduire des actions auprès des enfants ROMS y compris pendant les vacances scolaires.

Échanges / questionnements

vacances scolaires zone C: certaines villes constatent une chute sensible du nombre d'enfants accueillis pendant ces vacances scolaires. Pour d'autres, la fréquentation reste la même.

La présence des enseignants est variable d'une ville à l'autre et sur la base du volontariat et pose la question juridique du positionnement hiérarchique de l'enseignant (hors MENJ? Collectivité). Alerte sur le principe d'équité de traitement entre les enseignants présents avec ceux qui enseignent à distance ou avec les animateurs.

Si le ministère estime à 5 ou 8% le pourcentage des enfants pour qui la continuité scolaire n'est pas assurée, il s'agit d'une moyenne nationale.

Saint Denis : il serait plutôt de 25 à 30 %. 20 enfants accueillis pendant les vacances scolaires/ pas de stage de remise à niveau (distanciel)

Toulouse: accueil de loisirs mais pas le WE car pas de demande et pas de contenu scolaire à ce jour même si permanence d'enseignants possibles selon demandes de familles.

Mutualisation avec les structures petite enfance, structures d'accueil, pour les enfants du public et du privé généralement. Constat partagé de mobilisation plus importante d'animateurs et d'enseignants volontaires, que d'enfants.

Nanterre témoigne du lien avec des enfants porteurs de handicap, dont la permanence téléphonique du RASED au retour des vacances scolaires de printemps.

Gennevilliers évoque la prise en charge d'un enfant accueilli habituellement en ITEP par détachement d'un enseignant de l'hôpital de jour et inquiétude pour des enfants qui ont de grosses difficultés, trouble de comportement, familles monoparentales précaires. Lien avec la protection de l'enfance.

Enfants en situation de risques avec les services de la protection de l'enfance : projet de demande auprès des préfets de "dé-confinements" dérogatoires pour permettre des "sas répit" pour ces familles. S'appuyer pour cela sur le texte permettant l'assouplissement.

Questionnements à inscrire lors d'une prochaine visioconférence

Accompagnement psychologique des personnels

ODJ prochaine VISIO Mardi 14 Avril 11h à 12h

- Sortie de Crise
- Quid des enfants en situation de handicap? (témoignage de la ville de Saint-Etienne)
- Contrats externalisés et soutien acteurs économiques